

**Ordonnance**

Entrée en vigueur :

01.01.2007

*du 12 décembre 2006***sur l'exécution du travail d'intérêt général (OTIG)**

---

*Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg*

Vu les articles 36 al. 5, 37, 38, 107 et 375 du code pénal suisse du 21 décembre 1937, dans sa teneur selon la modification du 13 décembre 2002 (CP);

Vu les articles 11 et 12 de l'ordonnance fédérale du 19 septembre 2006 relative au code pénal et au code pénal militaire (O-CP-CPM);

Vu les articles 2 let. a et 15 al. 2 de la loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal (LACP);

Sur la proposition de la Direction de la sécurité et de la justice,

*Arrête :***1. Dispositions générales****Art. 1**      **Objet**

La présente ordonnance règle l'application de la peine de travail d'intérêt général (ci-après : le travail) prononcée par les autorités judiciaires en application du code pénal suisse et de la loi d'application du code pénal.

**Art. 2**      **Organes d'application**

<sup>1</sup> Le Service de l'application des sanctions pénales et le Service de probation sont les organes d'application de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Le Service de l'application des sanctions pénales prend les décisions et les mesures prévues aux articles 11 et 12 O-CP-CPM ainsi que les mesures administratives prévues à l'article 13.

<sup>3</sup> Le Service de probation a les attributions suivantes :

- a) il établit la liste des bénéficiaires potentiels ;
- b) il informe régulièrement les autorités judiciaires, sous une forme appropriée, des possibilités en matière de travail d'intérêt général ;
- c) il convoque la personne condamnée et examine avec elle les possibilités et les modalités du travail ;
- d) il fixe, dans le cadre du droit fédéral, le délai pour accomplir le travail ;
- e) il établit la convention avec les personnes bénéficiaires ;
- f) il contrôle l'exécution du travail ;
- g) il propose au Service de l'application des sanctions pénales les mesures administratives nécessaires.

## **2. Organisation du travail**

### **Art. 3**      Personnes bénéficiaires

Le travail est accompli au profit d'un organisme privé à but social ou d'utilité publique, d'une administration cantonale, communale ou intercommunale ou d'une personne physique ayant besoin d'aide (ci-après : le bénéficiaire).

### **Art. 4**      Durée hebdomadaire du travail

<sup>1</sup> En règle générale, au moins dix heures de travail doivent être fournies par semaine.

<sup>2</sup> La durée des déplacements entre le domicile et le lieu de travail ainsi que celle des repas ne sont pas prises en considération dans la durée du travail à accomplir.

### **Art. 5**      Choix du bénéficiaire

<sup>1</sup> Le choix du bénéficiaire est établi par le Service de probation. La personne condamnée est entendue au préalable.

<sup>2</sup> La personne condamnée peut être obligée d'effectuer un travail, à la condition que celui-ci corresponde à ses aptitudes.

### **Art. 6**      Convention

<sup>1</sup> Une convention est passée entre le bénéficiaire et le Service de probation, précisant le genre, la durée et les modalités du travail.

<sup>2</sup> Elle rappelle les obligations d'information à la charge du bénéficiaire (art. 7) et les dispositions des articles 8 à 10.

<sup>3</sup> La personne condamnée reçoit une copie de la convention.

#### **Art. 7** Obligations du bénéficiaire

<sup>1</sup> Le bénéficiaire informe sans délai le Service de probation lorsque la personne condamnée :

- a) ne respecte pas les conditions et charges fixées dans la convention ;
- b) accomplit un travail qui se révèle ne pas correspondre à ses aptitudes ;
- c) est dans l'impossibilité durable d'exécuter le travail pour des raisons médicales ;
- d) refuse de travailler ;
- e) fait preuve de mauvaise volonté dans l'accomplissement du travail ;
- f) rencontre, dans son travail, des difficultés avérées avec le bénéficiaire.

<sup>2</sup> Le bénéficiaire qui viole ses obligations et les clauses de la convention peut être écarté de la liste des bénéficiaires.

#### **Art. 8** Rémunération et frais

<sup>1</sup> Le travail n'est pas rémunéré.

<sup>2</sup> Les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail ainsi que les frais de repas sont à la charge de la personne condamnée.

#### **Art. 9** Responsabilité civile

<sup>1</sup> La responsabilité civile des personnes mises à la disposition de bénéficiaires de droit public est soumise à la loi du 16 septembre 1986 sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents.

<sup>2</sup> L'Etat n'encourt aucune responsabilité pour le préjudice causé par les personnes mises à la disposition des bénéficiaires de droit privé. Les dispositions du code des obligations s'appliquent, en particulier les articles 55, 101 et 32le CO.

<sup>3</sup> Toutefois, l'Etat prend à sa charge, à titre supplétif, le préjudice qui n'est pas réparé dans les cas visés par l'alinéa 2 ci-dessus. Il dispose alors d'un droit de recours contre la personne qui a causé le préjudice intentionnellement ou par négligence grave.

#### **Art. 10** Assurance-accidents

L'Etat prend en charge, à titre supplétif, les conséquences des accidents professionnels survenant chez des personnes astreintes au travail d'intérêt général.

**Art. 11**      Attestation de travail

<sup>1</sup> A la fin du travail, le bénéficiaire fait parvenir au Service de probation une attestation concernant le genre, la durée et l'appréciation du travail effectué.

<sup>2</sup> Le Service de probation en informe l'autorité judiciaire compétente.

**3. Mesures**

**Art. 12**      Changement de travail

<sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 7 al. 1 let. b, c et f, le Service de probation peut attribuer à la personne condamnée un autre travail, le cas échéant auprès d'un autre bénéficiaire.

<sup>2</sup> Les articles 5 et 6 s'appliquent pour le surplus.

<sup>3</sup> L'article 13 al. 3 est réservé.

**Art. 13**      Mesures administratives et rapports

<sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 7 al. 1 let. a, d et e, le Service de l'application des sanctions pénales prononce un avertissement, après avoir entendu la personne condamnée. Il en va de même lorsque la personne condamnée refuse d'emblée de travailler.

<sup>2</sup> Lorsque la personne condamnée persiste à violer ses obligations nonobstant l'avertissement, le Service de l'application des sanctions pénales fait rapport à l'autorité judiciaire compétente et propose, si nécessaire, la conversion de la peine.

<sup>3</sup> L'autorité judiciaire compétente est aussi informée lorsque la personne condamnée ne peut pas exécuter tout ou partie du travail dans le délai fixé par le Service de probation.

**4. Dispositions finales**

**Art. 14**      Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Les autorisations de travail d'intérêt général et les contrats encore en vigueur à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance demeurent régis par le règlement du 7 juin 1993 sur l'exécution des peines sous forme de travail d'intérêt général.

<sup>2</sup> L'ancien droit s'applique aussi aux peines prononcées avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

**Art. 15** Abrogation

Le règlement du 7 juin 1993 sur l'exécution des peines sous forme de travail d'intérêt général (RSF 340.23) est abrogé.

**Art. 16** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Le Président :

Cl. GRANDJEAN

La Chancelière :

D. GAGNAUX